

En pleine érosion

Les impacts humains de l'expansion de l'huile de palme en Indonésie

Synthèse - Février 2008

Contact

Sébastien Godinot
Tél : 33 (0)1 48 51 18 92
Fax : 33 (0)1 48 51 95 12
finance@amisdelaterre.org

Par

Les Amis de la Terre, LifeMosaic
et Savit Watch



**Les Amis
de la Terre**

Sommaire

EN BREF.....	3
INTRODUCTION.....	4
1. A QUI APPARTIENT LA FORÊT ?.....	5
2. CONSULTATION, PERSUASION ET PROMESSES NON TENUES.....	6
3. CONFLITS.....	7
4. EMPLOI ET PROSPÉRITÉ.....	9
5. EAU ET POLLUTION.....	11
6. DESTRUCTION DES CULTURES.....	12
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	13
POUR PLUS D'INFORMATION.....	14

En bref

Le défi posé par les changements climatiques a suscité une demande mondiale croissante en agrocarburants – des cultures végétales qui peuvent être utilisées pour produire du carburant destiné aux transports et à la production d'énergie. De nombreux pays en développement sont, par conséquent, en train de massifier la production de ces cultures, telles que les palmiers à huile, afin de répondre à la demande. L'Indonésie, qui est actuellement le premier producteur mondial d'huile de palme brute, continue à développer de manière intensive son industrie d'huile de palme en dépit des graves préoccupations suscitées par l'impact de cette culture sur les populations locales et l'environnement.

Ce rapport, publié par les Amis de la Terre, Sawit Watch et LifeMosaic, révèle à quel point les politiques suivies par le gouvernement indonésien et les pratiques adoptées par l'industrie de l'huile de palme portent atteinte aux droits des populations locales et des peuples autochtones. Ce résumé vise à faire en sorte que les décideurs politiques en Europe prennent la mesure de l'importance de ces répercussions et il défend l'idée que, face à une telle réalité, l'objectif d'accroître l'utilisation des agrocarburants dans l'Union européenne n'est pas responsable. Il risque en effet de nuire à l'environnement et de provoquer des atteintes aux droits humains à une échelle plus grande encore.



Introduction

Les agrocarburants ont été présentés comme offrant une solution aux changements climatiques dans un monde de plus en plus énergivore. L'Union européenne s'est fixée pour objectif de faire passer la part des agrocarburants dans les transports à 10 % d'ici 2020. Certains voient dans le marché croissant des agrocarburants une opportunité économique susceptible de générer des emplois et des richesses dans les pays en développement. D'autres craignent que cela ne favorise une privatisation à grande échelle de la terre et des ressources naturelles, alors que les grandes entreprises investissent ce marché.

L'huile de palme est une huile végétale à usages multiples, qui est déjà très utilisée dans la production alimentaire, les cosmétiques et la nourriture animale. En outre, c'est une ressource de plus en plus recherchée pour produire des agrocarburants. Pour répondre à cette demande croissante, d'immenses plantations de palmiers à huile sont en train d'être développées en Amérique latine, en Afrique de l'Ouest et en Asie du Sud-Est.

Les plantations de palmiers à huile occupent déjà 7,3 millions d'hectares en Indonésie, le premier producteur d'huile de palme brute au monde, soit une superficie égale à 13% du territoire français. L'Indonésie prévoit d'accroître de 20 millions d'hectares supplémentaires la surface de plantation, soit une superficie totale équivalente à la moitié de la France exactement.

Les répercussions négatives des plantations de palmiers à huile sur l'environnement en Asie du Sud-Est sont déjà bien documentées. Les plantations sont un des principaux facteurs de déforestation dans le pays ; elles détruisent l'habitat de la faune et de la flore menacées, notamment les orangs-outans et le tigre de Sumatra. Le feu est utilisé pour défricher la terre et les tourbières sont drainées afin de planter des palmiers à huile, ce qui provoque des dégagements de millions de tonnes de dioxyde de carbone, faisant de l'Indonésie le troisième émetteur mondial de CO₂.

Mais le palmier à huile ne menace pas seulement les forêts indonésiennes. On estime qu'en Indonésie 60 à 90 millions de personnes dépendent de la forêt pour leurs moyens de subsistance et beaucoup sont en train de perdre leurs terres au profit de l'industrie croissante d'huile de palme. Les populations locales cultivent ces terres depuis des générations, en produisant des cultures qu'elles peuvent commercialiser et de la nourriture, en cueillant des plantes médicinales et en se procurant des matériaux de construction. Certaines territoires sont des forêts communautaires protégées. Les plantations de palmiers à huile réduisent ces terres à des monocultures, et les études indiquent que le prix est très lourd pour les populations.

Ce rapport publié par les Amis de la Terre, Sawit Watch et LifeMosaic, met en évidence les violations des droits humains associées à l'industrie de l'huile de palme en Indonésie. Sur la base d'entretiens individuels menés sur le terrain, de nouvelles données recueillies par Sawit Watch ainsi que de travaux de recherche antérieurs, ce rapport met en lumière plusieurs répercussions des plantations de palmiers à huile sur le respect des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels des populations locales.

Ce rapport souligne à quel point il est urgent de prendre en compte les risques pour les droits humains qu'implique la transformation d'immenses étendues de terres en plantations industrielles destinées à produire des agrocarburants, en Indonésie et dans d'autres pays en développement.

1. A qui appartient la forêt ?

« Le représentant du gouvernement m'a demandé si j'avais un titre de propriété sur la terre, et je lui ai répondu que chaque durian et chaque tengkawang et chaque arbre à caoutchouc que nous et nos ancêtres avons plantés constituaient des titres de propriété. Je suis un autochtone né ici. Mes ancêtres protègent cette terre depuis des générations. » (leader indigène, Kalimantan occidental).

En Indonésie, la terre est un sujet essentiel pour de nombreux peuples indigènes et d'autres populations dépendant de la forêt. La terre est également au cœur du débat sur l'huile de palme. Alors que de nombreuses communautés indigènes vivent sur la même terre depuis des générations, leurs droits à la terre ne sont pas clairement définis par le droit indonésien.

Un grand nombre de politiques actuelles trouvent leur origine dans le passé colonial du pays lorsque le droit néerlandais a autorisé la création de plantations de tabac et de caoutchouc sur des terres jusqu'alors communautaires. La Constitution indonésienne de 1945 reconnaît partiellement les droits des peuples autochtones mais ce texte déclare aussi que « la terre, l'eau et toutes les ressources naturelles qui appartiennent à tous et sont des biens publics sont placées sous le contrôle de l'État et seront utilisées pour assurer le plus grand bien-être à la population ». Sous le régime de Suharto, les plantations de palmiers à huile ont été imposées aux populations locales et aux peuples indigènes au nom du développement national, même lorsque ceux-ci s'y opposaient.

Même les lois adoptées plus récemment limitent fortement les droits à la terre des populations en autorisant les entreprises, qui travaillent avec les gouvernements locaux, à prendre possession d'immenses étendues de terres appartenant aux populations locales, à condition qu'elles prouvent que leur activité économique est conforme aux plans de développement de l'État.

« Il a dit que cette terre appartenait à l'État et que nous n'avions aucun droit sur elle. Peu importait qu'il s'agisse de terres où nous cultivions nos récoltes, construisions nos maisons ou que nous utilisions comme jardins potagers, a-t-il dit, cette terre appartenait à l'État et ils allaient nous la prendre. Il m'a menacé en me disant que si je m'y opposais, ils me mettraient en prison. » (Leader indigène, Kalimantan occidental).

Le respect des droits des populations locales est considéré comme un facteur fondamental permettant le développement d'une industrie de l'huile de palme plus durable. Selon la Table ronde sur l'huile de palme durable (Roundtable on Sustainable Palm Oil – RSPO), une initiative conjointe d'entreprises et d'ONG visant à renforcer les normes applicables à l'industrie de l'huile de palme, il ne peut y avoir de développement durable des plantations que si les populations locales donnent leur consentement libre, préalable et informé pour tout projet de plantation.

Le droit international reconnaît de manière croissante le droit des peuples autochtones à donner leur « consentement libre, préalable et informé » à toute proposition de développement de leurs terres traditionnelles. Cela signifie qu'ils doivent être en mesure de prendre part de manière significative au processus de décision, qu'ils doivent recevoir au préalable des informations complètes sur les projets et que la décision ne doit pas être prise sous la contrainte ni faussée par la corruption. Les peuples indigènes ont le droit de retirer leur consentement et de s'opposer aux propositions de développement de leurs terres.

2. Consultation, persuasion et promesses non tenues

Aux termes du droit existant, lorsqu'une entreprise souhaitant développer une nouvelle plantation a identifié une terre, les populations locales et les peuples indigènes doivent être consultés aussi bien sur le projet que sur les niveaux adéquats d'indemnisation. Avant qu'un permis d'exploitation d'une terre ne soit délivré, il faut, de plus, effectuer une Étude d'impact environnementale (EIE).

Mais des analyses indiquent que cette procédure est rarement respectée dans les faits. Un grand nombre de populations locales et de peuples indigènes affirment ne pas avoir été consultés. Certains ont dit avoir appris qu'il y avait un projet de plantation lorsque les bulldozers sont arrivés. D'autres ont signalé avoir été convoqués à une rencontre pour être seulement informés qu'une plantation allait être créée.

Lorsque des consultations sont effectivement menées, le processus est rarement ouvert et transparent. Un agent chargé de la liaison avec les populations locales qui était employé par une entreprise d'huile de palme a dit aux chercheurs qu'il avait reçu de l'argent pour corrompre les chefs de village, et que son travail consistait à trouver les personnes influentes au sein du village et celles qui pouvaient être achetées.

Les entreprises d'huile de palme promettent de construire de nouvelles routes, de nouvelles écoles et des systèmes d'irrigation. Les chefs de village peuvent recevoir des « paiements incitatifs » et se voir offrir des vacances.

De nombreuses populations se sont plaintes du fait que les promesses n'étaient pas tenues, une fois les terres déboisées – et elles ont indiqué que les promesses d'enrichissement de la communauté ne s'étaient pas matérialisées.

« Ils ont promis de créer des rizières irriguées, une école, d'installer l'électricité, de construire une route et des viviers à poissons. Rien de tout cela ne s'est produit. Maintenant, ils ne veulent même pas construire notre école ou réparer le sentier menant à la maison longue [grande maison communautaire en bois et bambou] – nous commençons à nous poser des questions et à ne plus leur faire confiance du tout » (Villageois, Kalimantan occidental).

De nombreuses communautés ne sont pas conscientes des droits que leur accorde la loi. Certains villageois ont affirmé qu'ils avaient été dupés et n'avaient pas compris qu'ils avaient renoncé pour toujours à leur terre.

« Ils nous ont dit qu'ils allaient nous indemniser financièrement pour nos terres. Ils ont dit que si les plantations de palmiers d'huile n'étaient pas rentables, ils rendraient les terres à leur propriétaire. Ils ont dit qu'ils n'emprunteraient la terre que durant vingt-cinq ans. C'est ce que l'entreprise a dit à la population. » (Responsable communautaire, Kalimantan occidental).

Il existe également de grandes disparités entre les niveaux d'indemnisation financière versés pour les terres ou en matière de superficie des lots accordés aux petits exploitants. Certaines entreprises n'ont offert aucun lot de terre aux agriculteurs.

Les informations provenant du terrain montrent également que certaines plantations ont été approuvées alors que l'EIE n'avait pas été effectuée de manière exhaustive ou n'était pas fiable. Une étude a révélé que pour certains projets de plantations, aucune EIE ne semblait avoir été effectuée.

Dans certains districts, de grandes étendues de terres ont été déboisées sans aucune forme d'approbation de la part des autorités.

Dans d'autres cas, l'autorisation de développer une nouvelle plantation a été accordée, mais, tandis que les forêts ont été abattues et le bois exploité, aucun palmier n'a été planté. Cela prive les populations locales de leurs terres et de perspectives d'emplois futurs. Dans le Kalimantan oriental, on estime que des palmiers à huile n'ont été plantés que sur moins de dix pour cent des zones dans lesquelles le développement de plantations a été approuvé. Selon certaines estimations, jusqu'à 18 millions d'hectares ont été déboisés suite à des autorisations de développement des palmiers à huile

(soit l'équivalent d'un tiers de la superficie de la France), sans qu'aucun arbre ait été planté par la suite.

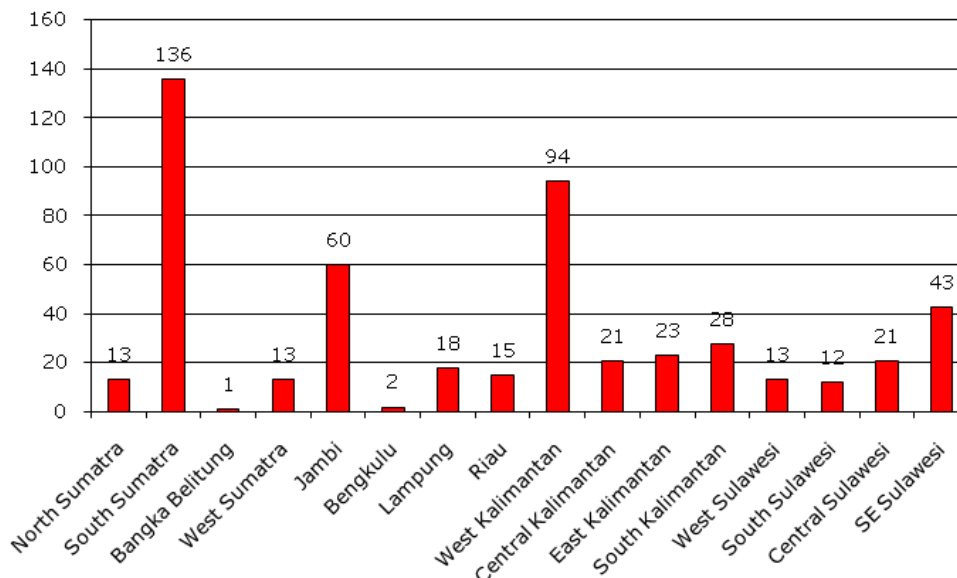
L'Indonésie est en proie à une corruption endémique et il est facile de faire en sorte que l'on ferme les yeux sur les infractions à la loi. Selon certaines informations, les entreprises corrompent systématiquement les autorités de district afin d'obtenir l'autorisation de créer une plantation.

3. Conflits

« Avant, toute cette terre appartenait à la communauté ! Elle a entièrement été prise [par l'entreprise]. C'est en défendant cette terre que deux de nos hommes ont été tués. Ils ont été enlevés et abattus - simplement parce qu'ils voulaient défendre cette terre, qui se trouve là-bas près de l'usine [d'huile de palme]. Nous ne savons pas qui les a tués et aucune enquête n'a été ouverte. » (Responsable communautaire, Sumatra).

Étant donné le cadre juridique discriminatoire et le fait que les processus de consultation ne sont pas menés de manière adéquate, il n'est pas surprenant qu'un grand nombre de personnes ne soient pas satisfaites du développement des plantations sur leurs terres. Des manifestations et des occupations de terres sont régulièrement organisées, et conduisent souvent à une répression sévère, menée aussi bien par les forces de sécurité de l'entreprise que par la police ou l'armée. Des manifestants ont été arrêtés, frappés et même tués.

Conflits liés à l'huile de palme par province indonésienne



Source : Oil Palm Conflicts across Indonesia, basé sur Sawit Watch data, 2008

En janvier 2008, Sawit Watch a surveillé 513 conflits opposant des populations locales et des entreprises. Certains de ces conflits trouvent leur origine dans des différends fonciers plus anciens, en particulier durant l'ère Suharto lorsque les droits à la terre des populations locales étaient encore moins reconnus qu'aujourd'hui. La plupart des conflits récents concernent le droit à la terre, mais

d'autres différends surgissent également à propos du niveau d'indemnisation, des promesses non tenues ou des accords relatifs à la distribution des petites exploitations.

La présence de travailleurs migrants – conséquence de politiques gouvernementales précédentes consistant à déplacer vers des zones forestières des populations vivant dans des zones plus densément peuplées - a aggravé la situation dans certaines régions, en générant des tensions ethniques et religieuses.

Selon certains groupes de défense des droits humains, les populations locales ont peu de possibilités d'obtenir réparation ou même une protection contre des attaques violentes. En raison du rôle joué à cet égard par la police et l'armée et parce que cela fait longtemps que celles-ci n'ont pas eu de comptes à rendre, les populations locales n'ont personne vers qui se tourner.

En Indonésie, l'armée et la police sont réputées pour leur corruption et des informations indiquent qu'elles sont souvent directement impliquées dans les activités des entreprises ou ont des chances de bénéficier financièrement des protections qu'elles leur apportent.



Walhi West Kalimantan

4. Emploi et prospérité

« Nous avons tous cédé nos terres à la plantation d'huile de palme. Au début, on nous a dit que nous serions tous embauchés par l'entreprise. Nous n'aurions pas à nous inquiéter de chercher un autre travail, qu'il s'agisse de travaux agricoles, de récolte de caoutchouc ou de quelque autre activité que ce soit. C'est ce qu'ils nous ont promis, ils l'ont promis ! Mais trois ou quatre ans après, ils ont commencé à licencier des gens. Nous avons perdu notre droit de propriété sur nos terres et maintenant nous n'avons plus de travail. » (Villageois, Kalimantan occidental).

Le débat sur l'expansion de l'industrie de l'huile de palme est parfois formulé en termes de compromis entre les répercussions sur l'environnement de la culture de palme et le besoin de développer l'économie. Cependant, la population locale semble rarement en profiter.

Il va sans dire que la culture de palmier à huile est rentable. Le prix de l'huile de palme brute est en augmentation constante. Cependant, un grand nombre de villageois qui ont cédé leurs terres pour devenir petits exploitants ou pour travailler sur les plantations considèrent qu'ils n'ont pas gagné au change.

« Avant, nous pouvions envoyer nos enfants à l'école, maintenant c'est difficile, nous n'y parvenons plus. Oui, nous avons une petite exploitation, mais ce n'est pas grand-chose. Avec une parcelle de deux hectares seulement, nous parvenons à peine à nous nourrir. Si nous possédions cinq ou six parcelles, nous pourrions envoyer nos enfants à l'école. Mais dans notre situation, avec une parcelle seulement, c'est impossible. L'huile de palme a rendu nos vies très difficiles. » (Petit exploitant, Kalimantan oriental).

La plupart des petites exploitations ne dépassent pas deux hectares de terres, ce qui, selon un grand nombre d'agriculteurs, ne génère pas suffisamment de revenus pour couvrir les coûts. Ces petits exploitants de lots individuels sont généralement sous contrat avec la plantation et ils doivent rembourser les frais engagés pour aménager leur lot, y compris le coût des pesticides, des fertilisants et de l'expertise technique. La plupart de ces petits exploitants sont contraints de vendre leur récolte au moulin industriel appartenant à l'entreprise, et il arrive qu'ils aient à payer pour avoir accès à ce moulin. La plupart comprennent mal la manière dont ces coûts sont calculés ou pourquoi leur dette s'accroît.

Certains se plaignent par ailleurs que les entreprises tardent à distribuer les lots destinés aux petites exploitations, en gardant pour elles les profits générés par les premières récoltes, que les petites exploitations contiennent un nombre moins important de palmiers à huile, ou encore que les palmiers qui s'y trouvent rendent moins de fruits.

Les petits exploitants qui sont dans l'incapacité de rembourser leurs dettes à l'entreprise de plantation peuvent être contraints d'offrir leur main d'œuvre en échange de leur dette.

« Cette plantation existe depuis 23 ans – et ils n'ont toujours pas remboursé leurs dettes. Et ils ne vont pas payer maintenant puisqu'ils ne récoltent rien depuis que les palmiers ne produisent plus... » (Président d'une coopérative d'huile de palme, Kalimantan occidental).

Ceux qui ne possèdent pas de lot ont peu d'opportunités de trouver du travail dès lors que des plantations s'installent, et un grand nombre des emplois disponibles ne permettent de gagner que le salaire minimum. Certaines plantations font appel à de la main d'œuvre occasionnelle pour récolter les fruits, et selon certaines informations, ces travailleurs occasionnels perçoivent un montant inférieur au salaire minimum.

« Ils nous avaient promis des emplois, mais il n'y en a pas tant que ça. En gros, tout ce que nous pouvons espérer c'est de travailler en tant que travailleurs occasionnels. » (Villageois, Kalimantan occidental).

Les villageois estiment également que le coût général de la vie augmente avec l'installation des plantations. Ils ont besoin de davantage d'argent pour survivre, dans la mesure où ils n'ont plus la possibilité de chercher de la nourriture et de récolter des produits dans la forêt, et qu'ils ne disposent plus de terres pour cultiver leurs propres productions.

« Si nous restons sur la propriété d'une plantation, il faut tout acheter. Lorsque j'habitais avec ma famille, il ne me serait jamais venu à l'esprit d'acheter des légumes. Nous cultivions tout nous-mêmes. C'était mieux. » (Femme travaillant dans une plantation, Sumatra).

Le fait de dépendre d'une monoculture accroît la vulnérabilité de ceux qui travaillent dans l'industrie de l'huile de palme. Même si les prix continuent de croître, certains craignent une chute des cours, en particulier du fait de l'accroissement de la concurrence d'autres pays. Les agriculteurs sont cependant liés par des cycles de production de 25 ans.

Les études économiques et l'expérience de ceux qui sont sur le terrain montrent que de nombreuses populations s'en sortiraient mieux en cultivant d'autres productions, ou une variété de cultures différentes. Il a été démontré que les plantations de caoutchouc et de damar (un arbre produisant de la résine) sont rentables lorsqu'elles sont gérées de manière communautaire. Il en va de même pour la production à petite échelle de bois certifié. Cependant il y a peu de soutien du gouvernement pour de telles initiatives.

« La seule solution c'est de ne pas dépendre d'une seule production, comme l'huile de palme. Il existe d'autres alternatives économiques, comme le caoutchouc, le cacao, le poivre et d'autres produits, que nous devons explorer. Il faut que nous exploitions ce potentiel économique local ». (Petit exploitant d'huile de palme, Kalimantan occidental).



Aulia Erlangga

5. Eau et pollution

« Avant, lorsqu'il n'y avait pas de plantation d'huile de palme ici, la rivière était très profonde, mais maintenant elle est presque à sec. Nous manquons d'eau, c'est difficile de trouver de l'eau potable pendant la saison sèche et tout le monde ne dispose pas d'un puits. Avant, dans la forêt, après un mois et demi de saison sèche, nous pouvions encore trouver de nombreux petits cours d'eau. Maintenant, après environ un mois de saison sèche, ils sont tous asséchés ». (Petit exploitant, Kalimantan occidental).

Alors que les plantations d'huile de palme sont installées dans des zones bénéficiant d'une pluviométrie assez élevée, les populations interrogées ont signalé qu'il y avait beaucoup moins d'eau dans les rivières qu'avant l'installation de la plantation. Certaines informations font état d'inondations plus importantes durant la saison des pluies, les plantations ayant altéré les systèmes de drainage naturels.

À Aceh, 360 000 personnes ont été déplacées de leurs domiciles, et 70 sont décédées des suites des inondations de 2006. La région souffre d'inondations à répétition depuis l'installation de plantations d'huile de palme.

L'accès à l'eau est devenu difficile pour certaines populations, en particulier lorsque des sources d'eau sont inaccessibles parce qu'elles se trouvent placées sur des propriétés privées.

« Chaque jour durant la saison des pluies, il y a des fuites dans le barrage de retenue des déchets liquides qui s'écoulent dans la rivière, ce qui rend l'eau impropre à la consommation. Les déchets se répandent dans la rivière et tuent les poissons et de plus grands animaux, comme les tortues d'eau douce. Tout cela arrive à cause des déchets que [le moulin industriel] répand dans la rivière. » (Enseignant, Kalimantan occidental).

Les problèmes de pollution engendrés par les plantations d'huile de palme et le processus de pressage de l'huile de palme peuvent se révéler graves s'ils ne sont pas gérés correctement. Les pesticides et les herbicides qui sont pulvérisés de manière intensive sur les plantations créent des eaux de ruissellement toxiques. Les effluents issus du processus de pressage sont également toxiques et devraient être stockés dans des bassins créés à cet effet.

Les informations faisant état de cas de pollution sont nombreuses, les effluents étant régulièrement déversés dans les rivières, tuant les poissons et contaminant l'eau potable et l'eau de lavage. Certaines informations indiquent que, du fait du coût élevé du traitement des effluents, beaucoup de moulins industriels se contentent de les écouler directement dans les cours d'eau. Les autorités ne semblent pas prendre beaucoup de mesures pour empêcher de tels actes qui sont illégaux selon la législation indonésienne.

« J'étais chargé par l'entreprise de la gestion des déchets liquides....Lorsque la saison des pluies commence, le bassin de déchets liquides se remplit entièrement, il fallait que j'évacue une partie de ces déchets dans la rivière. Je le faisais au milieu de la nuit, pour que personne ne le sache. C'était mon boulot...l'entreprise versait de l'argent aux agents gouvernementaux – comme ça ils disparaissaient, et le problème n'était jamais résolu. Donc, on pourrait dire que les populations locales ont été empoisonnées par l'entreprise » (Employé d'un moulin industriel traitant l'huile de palme, Sumatra).

L'accès à l'eau potable est un droit humain fondamental et une condition essentielle pour jouir d'une bonne santé et avoir accès à la nourriture.

6. Destruction des cultures

« C'est la terre sacrée de nos chefs ancestraux. Avant, cette zone était couverte de forêts primaires. D'ici à là-bas, et tout autour, tout n'était que forêt dense, avec d'immenses arbres aux troncs larges comme des barriques. Cette zone s'appelait « rimba batu bemyanyi » [la forêt aux rochers chantants] – et cela s'est transmis de génération en génération. Maintenant, il n'y a plus de grands arbres, toute la zone est entourée de palmiers. » (Dirigeant autochtone, Sumatra).

L'installation d'une plantation d'huile de palme bouleverse totalement la vie des populations locales, ce qui provoque la disparition d'un grand nombre de leurs coutumes et valeurs traditionnelles. Dans de nombreux cas, des sites culturels importants, notamment des sépultures ancestrales, sont détruits et remplacés par des palmiers à huile.

« Je leur ai dit que cette forêt, c'est une terre ancestrale, ce sont des tombes, ce sont nos ancêtres qu'il ne faut pas déranger. Ils ont dit que nous devrions marquer les arbres qui ne devaient pas être coupés... Lorsque nous l'avons fait, nous leur avons dit que nous avions déjà indiqué quels étaient les emplacements importants. « Ok », nous ont-ils déclaré. Le lendemain, tout avait été coupé. Il ne restait plus aucun arbre. C'est là que les problèmes ont commencé.» (Leader Dayak, Kalimantan occidental).

D'autres aspects de la culture autochtone disparaissent également. Les traditions et rituels qui entouraient autrefois les pratiques agricoles dans la forêt n'existent plus, souvent parce que les sites sacrés ont été détruits. Les coutumes et les langues sont ainsi oubliées. La culture autochtone est rarement enregistrée sous forme écrite et, avec la disparition des pratiques, une partie de cette culture pourrait disparaître entièrement.

Conclusion et recommandations

La croissance non durable de l'industrie d'huile de palme en Indonésie prive un grand nombre de populations autochtones de terre, d'eau ou de moyens de subsistance suffisants. Des populations qui pouvaient auparavant subvenir à leurs propres besoins se trouvent maintenant endettées ou doivent lutter pour avoir accès à l'éducation et à de la nourriture. Les coutumes et cultures locales sont gravement mises en péril et il en va de même des forêts et de la faune et la flore indonésiennes.

Certaines populations voient leurs droits humains niés, en particulier le droit à l'eau, le droit à la santé, le droit au travail, les droits culturels ainsi que le droit de ne pas être soumis à des mauvais traitements et à des arrestations illégales.

Si l'on veut produire de l'huile de palme de manière durable, il faut lutter contre les répercussions négatives des politiques et pratiques iniques dans le secteur de la plantation en Indonésie.

Un message fort à l'Europe

Le gouvernement indonésien est responsable en grande partie de cette situation. Mais les gouvernements européens doivent également faire face à leurs responsabilités, dans la mesure où ils encouragent la consommation des agrocarburants et, en particulier, la consommation d'huile de palme.

L'Union européenne et ses États membres doivent :

- Abandonner tout objectifs chiffré d'incorporation des agrocarburants dans leurs pays (par exemple dans la Directive concernant la qualité des carburants ou la Directive relative aux sources d'énergie renouvelables), dans la mesure où cela va inévitablement contribuer à la croissance du marché de l'huile de palme et ainsi aggraver et accroître les problèmes décrits dans ce rapport ;
- Restreindre de manière contraignante l'investissement et les subventions liés à l'usage et à la commercialisation d'agrocarburants dérivés de l'huile de palme ;
- Soutenir fermement les actions entreprises par les gouvernements des pays producteurs pour faire en sorte que les entreprises des pays européens respectent le droit national de ces pays et veiller à ce que celles qui ne le font pas soient poursuivies en justice ;
- Mettre en place des régulations plus strictes à l'égard des entreprises pour faire en sorte qu'elles prennent en compte leurs responsabilités sociales et environnementales.

Les entreprises européennes opérant en Indonésie doivent :

- Soutenir le principe du consentement libre, préalable et informé et cesser leurs activités dans les zones où les populations locales et les peuples autochtones refusent le développement de la production d'huile de palme ;
- Verser des indemnités pour les dommages à la terre et aux autres ressources, en accord avec les peuples autochtones et les populations locales affectés ;
- Respecter les droits coutumiers et la culture des peuples autochtones et des autres populations ;
- Autoriser la vérification et la surveillance indépendantes de leurs pratiques pour faire en sorte que toutes les normes qu'elles affirment respecter le soient effectivement.

Il est également nécessaire d'instaurer un moratoire sur la conversion de nouvelles terres en plantations de palmiers en Indonésie.

Pour plus d'information

Le rapport complet *Losing Ground – The human impacts of oil palm expansion* (assorti d'une bibliographie) est disponible à l'adresse suivante :
http://www.foe.co.uk/resource/reports/palmed_off.pdf

Ce rapport a été réalisé collectivement par les Amis de la Terre, Sawit Watch et Lifemosaic.



**Les Amis
de la Terre**

Les Amis de la Terre est une association de protection de l'Homme et de l'environnement. Créée en 1970, elle a participé à la fondation du mouvement écologiste en France. Les Amis de la Terre oeuvrent pour des sociétés durables au Nord comme au Sud, et ont formé dans ce but le premier réseau écologiste mondial, *Friends of the Earth International*, présent dans 72 pays, et rassemblant plus d'un million et demi de membres.

Adresse : Les Amis de la Terre France • 2B rue Jules Ferry • 93100 Montreuil
Tél. : 01 48 51 32 22 • Fax : 01 48 51 95 12
Mail : france@amisdelaterre.org
www.amisdelaterre.org

LifeMosaic est une association anglaise à but non lucratif qui travaille sur le problème du manque d'information des peuples indigènes affectés par des projets de « développement » à grande échelle. Elle produit et distribue des documents éducatifs basés sur les témoignages des communautés qui ont déjà subi de tels impacts.

Adresse : LifeMosaic, Studio 236, 12 South Bridge, Edinburgh, EH1 1DD
Tél: +44(0)7511773192
Mail: info@lifemosaic.net
www.lifemosaic.net

Sawit Watch est une ONG indonésienne préoccupée par les impacts sociaux et environnementaux négatifs des plantations d'huile de palme en Indonésie. Elle cherche à promouvoir une justice sociale par une approche basée sur les droits humains. Elle est active dans 17 provinces et réseaux.

Adresse : Jl. Sempur Kaler No. 28, Bogor 16129,
Tél: +62-251-352171/fax: +62-251-352047,
Mail: info@sawitwatch.or.id
www.sawitwatch.or.id